

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

12^e ANNEE — N° 197
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 31 mai au 13 juin 75

En Indochine, l'axe USA-URSS :

Les Etats-Unis s'en vont, mais on prépare déjà leur retour

Que les discours et les proclamations des dirigeants soviétiques sur la Place Rouge ressemblent à une version laïque des allocutions dominicales de Paul VI sur la place Saint Pierre, ce n'est pas nouveau. Mais les discours de Brejnev du 8 mai, et l'appel du CC du PCUS au monde entier le lendemain, prennent une saveur particulièrement... évangélique du fait de la coïncidence de la fin de la guerre du Vietnam et du trentième anniversaire de la victoire du camp démocratique dans le second conflit impérialiste.

L'hommage aux combattants vietnamiens et la déclaration de solidarité avec leurs énormes souffrances et leur victoire finale sont rituelles ; mais de leur holocauste ne s'est levé — et ne pouvait se lever — ni un cri de guerre contre l'immonde ordre établi défendu jusqu'au bout moins par Thieu et consorts que par les Etats-Unis, ni un engagement à transformer, ne serait-ce qu'en perspective, une victoire « locale » en maillon d'une attaque générale contre le véritable perdant, l'empire du dollar. Ce qui en est sorti, c'est une invitation à coexister et à collaborer encore plus. Ceux qui s'attendaient à autre chose sont des naïfs. L'appel de la prétendue « centrale de la subversion communiste » s'adresse, en parfait accord avec le style de Paul VI, « aux peuples, aux parlementaires (noblesse oblige!) et aux gouvernements de tous les pays ». C'est une invitation solennelle « à mettre un terme définitif à la politique dangereuse de la guerre froide, à cesser toute ingérence dans les affaires intérieures des autres peuples et Etats, à s'efforcer de créer une atmosphère de certitude en l'avenir de l'humanité, pour garantir une paix longue et stable sur la terre ». En bref : « Hommes de bonne volonté, unissez-vous ! Et, de la place, en chœur, montez : « Amen »...

Trente longues années d'une guerre atroce ont ensanglanté l'Indochine. Comment Brejnev juge-t-il la victoire si durement acquise par le David vietnamien contre le Goliath américain ? Celle-ci n'annonce pour lui ni l'ouverture d'un cycle révolutionnaire actif, ni celui de nouveaux antagonismes impérialistes pouvant ébranler les bases mondiales du statu quo. Non, cette victoire est « utile pour la cause de la détente, et en particulier, comme nous le pensons, à la détente dans les rapports entre notre pays [chacun pour soi et dieu pour tous!] et les Etats-Unis d'Amérique » (l'Unité du 9 mai). Qu'ont signifié, selon le souverain pontife du « communisme » kromlinien, les « changements sociaux et politiques de très grande portée » qui se sont produits (dit Brejnev) dans le monde, et en particulier (c'est nous qui l'imaginons) en Asie du Sud-Est au cours des trente dernières années ? Réponse : « Il s'est créé la possibilité d'exclure la guerre mondiale de la vie de l'humanité » (l'Unité du 10 mai). Grâce à l'émouvant accord et à la coexistence harmonieuse entre capitalisme et « socialisme », « la prévention de la guerre entre Etats » aurait

cessé d'être une utopie ; c'est « une perspective réelle et un objectif que l'on peut parfaitement atteindre ». O Lénine, combien de fois t'es-tu retourné dans ton mausolée ?

Du ton de sacristie au cynisme, il n'y a qu'un pas. Trente ans ont passé depuis la fin d'un immense bain de sang mondial, et dans cette courte période les guerres ont succédé aux guerres, quand elle n'ont pas, comme en Indochine, duré sans discontinuité. D'autres ne se sont éteintes que pour mieux couvrir rageusement sous la cendre. Et bien, le pontife moscovite proclame urbi et orbi que « Jamais on a tant fait pour renforcer la paix... Des accords historiques qui déterminent le processus de la détente ont été conclus... On recherche les voies du règlement des conflits par des moyens pacifiques ». Est-ce les mêmes voies et les mêmes accords qui n'ont fait que prolonger la guerre du Vietnam, qui ont accumulé les matériaux explosifs au Moyen-Orient, divisé en deux les nations jusqu'alors compactes et unies, et même des villes, et des capitales par-dessus le marché ! Que toutes ces victoires justifient les mots de l'appel évoquant « les nobles objectifs » de la « coalition anti-hitlérienne », c'est plus que naturel. Traduits en gros sous, ces « objectifs » se concrétisaient dans le célèbre donnant donnant entre Churchill et Staline à Moscou en octobre 1944 : « Nous n'allons pas marchander trop longtemps. Que diriez-vous de 90 % pour vous en Roumanie et de 90 % pour nous en Grèce, et 50 % chacun en Yougoslavie ? », ainsi que dans le cynique trafic de peuples et de pays à Téhéran et à Yalta. Que signifie d'autre le fameux principe de la « collaboration à bénéfice réciproque » entre l'Union soviétique et les Etats-Unis (l'Angleterre de Churchill est morte...) ? Que signifie d'autre leur collaboration, utile « non seulement pour les intérêts de nos populations, mais aussi pour la cause de la paix internationale » ? Jouons aux dés, entre nous, les deux moitiés du monde, voilà ce que cela veut dire. Si entre-temps les peuples s'égorgeaient, ce n'est pas grave. Le résultat ce sera une collaboration entre nous encore plus avantageuse. La paix, oui, mais la paix des cimetières, comme le veut le règne du capital.

Si l'Amérique a pu se « désengager » avec autant de facilité de ce qui avait été pour la France une défaite beaucoup moins im-

DANS CE NUMERO

- Italie : fascisme et antifascisme, deux instruments convergeant au renforcement de l'ordre établi.
- Parti-plan et tactique-plan (ou bolchévisme contre sursurveillance et confusionisme).
- LCR et OCI : De l'offensive à la démobilisation.
- Pour un anti-impérialisme conséquent ! (meeting LUAR du 31 mai).
- A Oran, un succès de l'union des travailleurs.

portante mais qui l'avait ébranlée dans ses fondements ; si elle peut apparaître au monde comme une gamine qui a reçu tout au plus une fessée et qui, ayant retrouvé le droit chemin, non seulement n'a pas de raison de rougir de ses aventures de jeunesse, mais a tous les titres pour aspirer à établir de nouveaux rapports de détente avec l'« ennemi » et, demain, avec le « vainqueur » ; bref si elle a perdu mais ne sort pas perdante du jeu, elle le doit à la soi-disant « patrie du socialisme » à qui (suite page 4)

ARGENTINE

Un magnifique élan prolétarien

Dans un combat résolu et obstiné qui dure déjà depuis plus de deux mois, le prolétariat des aciéries de Villa Constitución (Province de Santé Fé) a mis à nu avec éclat l'opposition de classe irréductible qui existe entre la classe ouvrière et le régime péroniste, qui s'appuie sur un front entre le patronat, les militaires, le gouvernement et la bureaucratie syndicale. La rupture, limitée mais déjà significative, de secteurs ouvriers confus mais combattifs d'avec la bureaucratie syndicale péroniste s'est transformée en un affrontement de masse, sur le terrain de la force.

Au mois de novembre 74, ces secteurs combattifs avaient réussi un véritable tour de force en infligeant une défaite locale aux candidats officiels de l'Union Ouvrière de la Métallurgie (UOM) dans les élections syndicales, et ceci au sein d'une organisation qui est un véritable pilier du péronisme et une bande armée au service du patronat. Ils avaient arraché aussi une augmentation exceptionnelle de 100.000 pesos et rompu de façon éclatante avec le « pacte social ».

La réponse de la trinité antiproletarienne — militaires, gouvernement et bureaucratie syndicale — s'est faite sentir le 20 mars lors d'une opération coordonnée des forces de police et de la marine militaire comprenant 4.000 hommes : les perquisitions systématiques dans toute la région se sont soldées

par l'emprisonnement de dizaines de militants politiques et syndicaux (dont presque tous les élus du mois de novembre). Le 25 mars, l'opération n'était pas encore terminée.

La réponse ouvrière a été immédiate. 20.000 travailleurs de la région se sont mis immédiatement en grève pour exiger la libération des détenus, et les 6.000 ouvriers métallurgistes de Villa Constitución ont constitué le fer de lance de ce formidable élan prolétarien.

La UOM nationale a alors envoyé successivement deux délégués pour prendre la direction du syndicat local, mais ils ont été violemment repoussés par les travailleurs. La violence para-militaire a commencé à semer alors la terreur parmi la population ; les assassinats et les attentats se sont succédés sans réussir à entamer la com-

bativité des travailleurs qui ont exigé la liberté immédiate des emprisonnés, la reconnaissance de leurs délégués syndicaux, pas de licenciements pour fait de grève, l'annulation des mandats d'arrêts lancés contre des ouvriers passés à la clandestinité, le paiement des jours de grève, le maintien des augmentations de salaires obtenues et le retrait des forces armées des usines.

Pour diriger leur mouvement, les ouvriers des aciéries ont constitué avec des délégués élus dans des assemblées de fabrique, un comité de lutte qui a vivement dénoncé le patronat, la bureaucratie syndicale et le gouvernement et a déclenché plusieurs grèves générales de 24 heures dans la région (le 16 et le

(suite page 2)

Solidarité de classe entre prolétaires français et immigrés

TRAVAILLEURS ! CAMARADES !

Les luttes répétées des travailleurs immigrés, depuis des années, en dépit de la répression et de l'isolement, pour des conditions de vie et de travail moins inhumaines, appellent la solidarité de classe inconditionnelle de tout le prolétariat.

Il ne s'agit pas d'un devoir moral : la bourgeoisie règne sur la division des travailleurs. Elle sait que la force des prolétaires peut être immense lorsqu'ils sont unis sur le terrain de la lutte. C'est pourquoi elle met tout en œuvre pour les paralyser. Elle cherche à intimider les travailleurs immigrés, la catégorie la plus exposée de la classe ouvrière, mais aussi celle d'où surgissent souvent les réactions les plus combattives ; la bourgeoisie utilise pour cela le terrorisme légal de son Etat (circulaires Fontanet-Marcellin, puis Poniatski-Dijoud, contrôles et violences policières, expulsions) comme par le terrorisme parallèle des bandes racistes. En même temps, elle joue sur la concurrence que le capitalisme crée entre les exploités en s'efforçant de dresser contre eux les travailleurs français par sa démagogie chauvine et par le mensonge selon lequel leur afflux serait responsable du chômage.

La répression plus grande qui s'exerce contre les travailleurs immigrés fait partie d'une attaque d'ensemble que la bourgeoisie, contrainte par la crise économique, mène contre toute la classe ouvrière. La violence de sa répression contre les noyaux les plus combattifs montre ce qui attend demain tout le prolétariat.

PROLETAIRES ! CAMARADES !

La solidarité active de l'ensemble des travailleurs, quelle que soit leur nationalité, avec les travailleurs immigrés, la lutte collective contre la politique de contrôle de l'immigration, contre TOUTES les discriminations, le racisme et la répression qui les frappent, est une NECESSITE VITALE pour TOUTE la classe ouvrière. Sans elle, il est impossible de surmonter les divisions entretenues par la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, de jurer L'UNITE PROLETARIENNE indispensable pour se défendre efficacement contre le capitalisme et pour préparer l'émancipation des travailleurs de sa domination.

Cette lutte sera d'autant plus dure qu'elle se heurte et se heurtera toujours plus non seulement à la répression bourgeoise, mais à la criminelle politique chauvine des partis soi-disant ouvriers (P.C.F., P.S.) et des directions syndicales opportunistes (C.G.T., C.F.D.T. — pour ne pas parler de F.O. et de la C.F.T.C.). Il n'y a rien à attendre de ces directions politiques et syndicales qui se sont prononcées pour un contrôle (fut-il « démocratique ») de l'immigration, et qui ont trouvé des « aspects positifs » (liaison contrat de travail — autorisation de séjour, obligation du certificat de loge-

(suite page 4)

Parti-plan et tactique-plan (1)

(ou bolchévisme contre suivisme et confusionnisme)

Bref ! Partout (de la L.C.R. à *Révolution !* en passant par L.O.) se manifestent des vellétés de « clarification » politique et tactique, dont la préparation du Congrès Constitutif de la L.C.R. et du III^e Congrès de *Révolution* n'ont été et ne sont que des aspects particuliers, vellétés qui pourtant continuent d'alimenter la confusion et l'inconséquence la plus extrême.

Certes, les remous qui agitent ces groupes politiques traduisent le fait qu'ils sont partiellement touchés par les exigences de la lutte de classe, ce qui les amène à poser un problème vital pour le développement de la lutte prolétarienne, mais d'une manière archaïque et confuse qui les empêche d'embrasser d'œuvre pour sa solution : celui de la construction du Parti Révolutionnaire de classe et de l'élaboration d'une tactique communiste.

C'est là, assurément, un problème réel pour la solution duquel la Gauche Communiste d'Italie n'a pas cessé de lutter tout au long de son patient et difficile travail de restauration de l'intégralité du programme communiste en parfaite continuité avec le formidable acquis du bolchévisme. Nous avons en permanence revendiqué la nécessité primordiale du parti de classe, qui seul pourra diriger le prolétariat jusqu'au bout dans sa lutte révolutionnaire pour l'abolition de toute société de classe en général et la victoire du communisme à l'échelle mondiale. Bien plus, sur la base de la tradition unique du marxisme, nous avons inlassablement répété que le Parti en tant qu'organisation indispensable de la lutte révolutionnaire prolétarienne, ne pouvait et ne devait être ni une forme creuse à la remorque des événements, ni un agrégat informe aux limites programmatiques floues, à la tactique hésitante, oscillante, mais une milice prolétarienne compacte et homogène dans son programme comme dans son action.

C'est pourquoi devant toutes ces vellétés de construction du Parti de classe, il y a deux points élémentaires que nous, marxistes révolutionnaires, devons immédiatement rappeler avec force.

1) Le parti communiste en tant qu'organe directeur du prolétariat en lutte ne peut se construire que sur la base à la fois d'une assimilation réelle et solide de toute l'expérience historique révolutionnaire que le prolétariat s'est forgée dans sa lutte à l'échelle mondiale (*) et d'une rupture totale avec les méthodes capitulaires de l'opportunisme, agent du capitalisme au sein de la classe ouvrière. Le fondateur de l'Armée Rouge, Trotsky, rappelait à cet effet, en 1924, dans sa remarquable brochure *Les leçons d'Octobre* (que notre courant fut d'ailleurs le seul à défendre alors de façon conséquente en Occident), l'absolue nécessité pour le mouvement ouvrier international de se démarquer définitivement de l'opportunisme dont il disait qu'*il est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle* :

« En 1917, l'exemple de la Finlande nous a montré que le mouvement révolutionnaire s'y déve-

(*) Voici ce qu'écrivait Lénine à ce sujet : « La classe ouvrière [...] dans sa lutte dans le monde entier [...] a besoin d'une autorité... dans la mesure où le jeune ouvrier a besoin de l'expérience de ceux qui luttent depuis plus longtemps contre l'oppression et l'exploitation, [...] de militants qui ont pris part à de nombreuses grèves et à diverses révolutions, à qui les traditions révolutionnaires ont donné de la sagesse et qui ont donc une ample vision politique. L'autorité de la lutte mondiale du prolétariat est nécessaire aux prolétaires de chaque pays [...]. Le corps collectif des ouvriers de chaque pays qui mènent directement la lutte sera toujours l'autorité suprême sur toutes les questions » (cité dans notre *Dialogue avec les morts*, page 113).

Nous assistons depuis quelques mois, au sein de l'extrême gauche en France, à toute une série de discussions, de « révisions déchirantes », devant aboutir, nous dit-on, à l'élaboration et au développement d'une « tactique révolutionnaire » liée aux « luttes de masse », et à la construction d'un Parti Révolutionnaire ayant un « impact » réel sur la classe ouvrière et capable d'organiser la « nouvelle avant-garde large » (*Rouge*).

Dans les thèses du Congrès constitutif de la L.C.R., il est dit que « les organisations révolutionnaires doivent se montrer capables d'aller de l'avant, d'opérer une nouvelle mutation, faite de quoi elles régresseront ou retourneront au néant » (*Rouge*, n° 280). Dans le n° 77 de *Révolution !*, Manuel Bridier affirme que « le temps des groupuscules est fini ! Notre responsabilité historique est de contribuer, dans un délai

loppait dans des conditions exceptionnellement favorables sous le couvert et avec l'aide militaire de la Russie révolutionnaire. Mais la majorité de la direction du Parti finlandais était social-démocrate et fit échouer la révolution. Cette leçon ne se dégage pas moins clairement de l'expérience de la Hongrie. Dans ce pays, les communistes, alliés aux social-démocrates de gauche, ne conquièrent pas le pouvoir, mais le regrettent des mains de la bourgeoisie épouvantée. La révolution hongroise, victorieuse sans bataille et sans victoire, se trouva, dès le début, privée d'une direction combattive. Le Parti Communiste se fonda avec le Parti social-démocrate, montrant par là qu'il n'était pas lui-même vraiment communiste et que, par suite, il était, malgré l'esprit combattif des prolétaires hongrois, incapable de conserver le pouvoir qu'il avait obtenu si facilement. LA REVOLUTION PROLETARIENNE NE PEUT TRIOMPHER SANS LE PARTI, A L'ENCONTRE DU PARTI OU PAR UN SUCCEDANE DE PARTI » (Léon Trotsky, *Les leçons d'Octobre*, Classique Rouge 7, p. 48).

2) Le parti de classe ne se forme pas spontanément du jour au lendemain ; il ne naît pas du mouvement élémentaire des masses (comme un processus qui lui correspond automatiquement) mais au contraire, le précède, et c'est à cette condition qu'il peut le canaliser et le diriger. De même la tactique révolutionnaire ne se développe pas au gré des événements en tant que tactique processus mais s'élabore, au contraire, selon un plan établi au préalable. Voici ce qu'en disait Lénine :

« Il est ridicule d'invoquer la diversité des circonstances, le changement des périodes : la construction d'une organisation de combat et l'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances « ternes, pacifiques », dans n'importe quelle période de « déclin de l'esprit révolutionnaire ». Bien plus, c'est précisément dans ces circonstances et ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire, car au moment de l'explosion, de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation... Or sans une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes, il ne saurait même être question de ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes suivis sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique » (Par où commencer, Œuvres, t. 5, p. 14).

Trotsky lui-même, malgré toutes les erreurs fatales dans lesquelles il sombra dans les années 1930 alors qu'il tentait de lutter contre la trahison stalinienne, ne pouvait pas ne pas reconnaître en 1938 que le parti de classe, dans son action, ne devait pas se plier au niveau de conscience immédiate des masses sous peine de tomber dans un suivisme criminel et stérile :

Lecteurs, sympathisants, prenez contact avec nos militants, venez aux permanences du parti !

rapproché, à la formation d'un Parti révolutionnaire capable d'allier la pratique de masse et les exigences d'organisation. Cela est possible à partir des forces existantes, si nous savons mener le développement des luttes sur les lieux principaux du conflit de classe et la pratique de l'unité prolétarienne dans ces luttes EN MEME TEMPS [c'est nous qui soulignons : la théorie ne serait-elle donc plus, comme Marx, Engels et Lénine l'affirmaient, un GUIDE pour l'action ?] que l'approfondissement d'une stratégie révolutionnaire autonome et le regroupement des courants révolutionnaires capables de travailler sur cette base. Cela est possible, si nous savons aussi donner à ce regroupement, sans attendre que tous les problèmes soient réglés [sic !] — mais sans interrompre non plus leur discussion — les formes transitoires qui permettent à la fois le développement de l'action et la maturation de la réflexion politique ».

« Nous nous réclamons du marxisme, du socialisme scientifique. Qu'est-ce que le socialisme scientifique en réalité ? Cela veut juste dire que le parti qui s'en réclame ne part pas, pour fonder sa politique, de souhaits subjectifs, de tendances particulières, d'états d'esprit, mais bien des faits objectifs eux-mêmes, de la situation matérielle des différentes classes en présence, et de leur relation, ainsi que l'on procède dans les différentes sciences, sur des faits. Ce n'est que par cette méthode que nous pourrions établir des revendications qui correspondent à la situation réelle. Ce n'est qu'après que nous adapterons ces revendications, ces mots d'ordre, à la mentalité des masses. Considérer cette mentalité comme le fait fondamental ne correspondrait pas à une politique scientifique, mais à une politique conjoncturelle, démagogique ou aventuriste » (Discussions autour du programme de transition, Classique Rouge, p. 14).

Pour la L.C.R., au contraire, la lutte pour la construction d'une direction révolutionnaire ne passe pas par une claire délimitation par rapport à l'opportunisme et par une lutte résolue contre les illusions et les solutions bourgeoises qu'il propose, et qui sont, déjà en elles-mêmes, et depuis fort longtemps, des actes ouverts de trahison et de collaboration de classe. « C'est pourquoi, s'il est juste et éducatif de dénoncer toute ouverture de collaboration de classe, fût-ce la présence des radicaux

de gauche dans l'U.G., les axes de bataille, sont, jusqu'à nouvel ordre, ailleurs [sic !]. Ils résident dans la lutte pour l'auto-organisation de la classe ouvrière, meilleure garantie contre toutes les formes de collaboration de classe à venir » (Thèses du Congrès Constitutif de la L.C.R., *Rouge* n° 280). Il y a là, d'une part, l'« argument » mensonger qui consiste à faire croire que l'opportunisme politique et syndical (P.C.F. en tête) n'est que tenté de collaborer avec la bourgeoisie (ce que les philistins de la direction de la L.C.R. appellent un « projet » de collaboration de classe) et qu'il faut donc l'en empêcher, alors même qu'il est passé depuis belle lurette, avec armes et bagages, de l'autre côté de la barrière de classe. Il y a ensuite l'idée puérile qui laisse entendre que la construction du parti révolutionnaire n'est fonction que de la combativité du mouvement de masse et de sa capacité à susciter des « cadres de débordement des perspectives réformistes » (*Rouge*, n° 280). Ce n'est là, en réalité, qu'un recours stérile à des gadgets activistes, destinés soi-disant à déborder l'opportunisme, comme si précisément le rapport de forces qui le rend aujourd'hui hégémonique et l'absence d'une claire alternative de classe, ne le mettaient pas en mesure de retourner contre le prolétariat ces « cadres de débordement » eux-mêmes.

Bien plus, comme si tant de confusions ne suffisaient pas, la LCR envisage la constitution de l'orga-

ne de direction révolutionnaire comme l'aboutissement d'un processus d'agrégation de différents groupes aux diverses perspectives politiques et tactiques sur la base (admirez la naïveté béate de fausse ingénue) d'un « débat préalable sur la stratégie révolutionnaire de la gauche face aux réformistes ». « Car il faut dire clairement que nous devons viser plus et plus loin que les alliances tactiques et les coopérations méchantes [...]. C'est à la construction d'une organisation commune qu'il faut viser [...]. Parce que c'est un instrument nécessaire aux tâches qui nous attendent et que les conditions mûrissent [comme si la nécessité du parti n'était liée qu'à la conjoncture immédiate sans être une nécessité historique permanente] pour faire un pas décisif en ce sens ». (*Rouge*, n° 280).

Mais il faut reconnaître à la LCR qu'elle n'est pas la seule à avoir une telle conception fumeuse et stérile. Dans un éditorial du n° 67 de *Révolution !* curieusement intitulé... « Nos responsabilités », on peut lire : « L'unité d'action ponctuelle dans les grandes manifestations centrales, l'unité d'action de fait dans certaines organisations de masse (MLAC, comité Chili...), les appels au débat qui restent sans réponse ne peuvent plus suffire au mouvement révolutionnaire. L'heure est à la confrontation politique entre tous les militants, les travailleurs qui s'engagent dans la construction d'une alternative révolutionnaire face au régime et à l'Union de la gauche. L'heure est au développement d'une unité d'action plus systématique et d'accords politiques autour des échéances décisives de la lutte de classe : échéances de lutte, échéances du mouvement syndical, échéances politiques face au réformisme ».

Piètre conception, en vérité, celle qui lie le développement d'une tactique autonome et la construction d'une direction révolutionnaire aux aléas d'une combinaison hétéroclite et aux nécessités de l'« heure » présente : elle conduit à remplacer le marxisme par un existentialisme, admirateur de ce qui bouge, et reste prisonnière du miroir aux alouettes de l'opportunisme réformiste.

(à suivre).

Un magnifique élan prolétarien

(Suite de la page 1)

22 avril, au cours de laquelle 9 manifestants ont été blessés par balle, ainsi que les 1, 2 et 5 mai), et a appelé les travailleurs de la région à une grande manifestation le 1^{er} mai à Villa Constitución. Malgré certaines erreurs et faiblesses politiques — comme l'appel à la constitution d'une commission parlementaire d'enquête pour éclaircir les faits, le comité a conduit vaillamment le mouvement.

Parallèlement, à Jujuy, au nord du pays, des forces militaires et policières ont attaqué vers la fin mars les travailleurs de la plantation de canne à sucre Ledesma : 14 ouvriers ont été blessés par balle et une centaine ont été emprisonnés lorsqu'ils ont voulu résister pour la deuxième fois en quatre ans à la tentative gouvernementale de contrôle de l'union syndicale locale conquise contre la bureaucratie péroniste (la première tentative, pendant le régime militaire, avait été mise en échec par la grève générale).

Dans cette situation d'antagonismes ouverts et de violence, plus de 3.000 détenus politiques et syndicaux emplissent les prisons et la répression officielle et para-étatique ne cesse de se renforcer en s'intégrant dans un mouvement qui dépasse largement les limites nationales. L'assassinat d'exilés chiliens, les détentions et les enlève-

ments de 21 Tupamaros et d'un dirigeant syndical uruguayen en Argentine (cf. *Le Monde* des 18 et 19-4), ainsi que l'entretien « franc et cordial » de six heures entre la présidente argentine et le chef de la junte militaire chilienne, montrent, si besoin est, le caractère continental et la solidarité contre-révolutionnaire des forces dominantes américaines, ainsi que le piège qui se cache derrière l'idée qu'on pourrait combattre les forces de la droite pro-impérialiste classique en appuyant le péronisme, ce qui revient à vouloir éviter un coup de marteau en s'accrochant à l'enclume.

C'est dans ce contexte général qu'il faut apprécier, non seulement l'indigence théorique, mais encore l'infamie et la trahison pratique du PCA (pro-Moscou) et du PCR (pro-chinois). Dans une note publiée à grand renfort de publicité le 24 avril dans les journaux à grand tirage, le premier s'en est pris au « secteur réactionnaire du gouvernement » et a lancé un vibrant appel « aux secteurs responsables » de celui-ci et de l'armée qui « s'alimentent de sentiments patriotiques et anti-impérialistes » pour résoudre un conflit qui provoque « d'énormes préjudices à l'économie nationale et crée un climat d'insécurité qui favorise les plans de la réaction ». Voici un chapitre de plus dans une longue tradition de

capitulations devant la bourgeoisie et la démocratie parlementaire.

Après l'attaque armée contre la manifestation du 22 avril, le PCR de la province de Santa Fé a publié une note « qui a l'intention loyale de susciter la réflexion du gouvernement ». Après avoir « dénoncé » l'agression où, d'après lui, la police n'aurait tiré qu'à blanc (!), après avoir affirmé que l'action gouvernementale contre les travailleurs affaiblit... le gouvernement contre la droite putchiste, le PCR a dénoncé violemment ceux qui tendent à briser la solidarité (mortelle!) des travailleurs avec le gouvernement, et attaque l'appel du Comité de Lutte à la manifestation de solidarité du 1^{er} mai. Enfin dans cette note le PCR a lancé un appel à « tous les travailleurs de [la] région et leurs organisations » à participer à la manifestation gouvernementale « dans une formidable démonstration d'unité de la classe ouvrière en soutien à Isabel Peron contre les plans de coup d'Etat orchestrés par les deux super-puissances ».

L'affrontement qui a lieu actuellement au grand jour entre le péronisme officiel et l'initiative ouvrière est un des premiers moments d'une tendance historique nécessaire inscrite dans la nature même du péronisme et des besoins de la lutte des classes. C'est un grand pas en avant.

ITALIE fascisme et antifascisme :

deux instruments convergeant au renforcement de l'ordre établi

Que se cache-t-il derrière les sermons quotidiens de la bourgeoisie et de l'opportunisme, en Italie, sur la « spirale » de la « violence qui engendre la violence », sur la criminalité des uns et le banditisme des autres, sur la terrible menace qui pèse sur les institutions et sur l'économie nationale ? Y a-t-il vraiment, comme le prétendent, en chœur, les démocrates, une étroite analogie entre la situation d'aujourd'hui en Italie (et, à peu de choses près, dans le monde) et celle du premier après-guerre, qui vit la montée au pouvoir du fascisme ? Si on n'a pas le courage de répondre **non** à la deuxième question, en affrontant les réactions immédiates et, en soi, légitimes face au sang versé et au risque de nouvelles victimes, on se condamne à ne jamais pouvoir répondre à la première question et à rester empêtré dans ce qui est bien, cette fois, une « spirale » : celle du **renforcement du pouvoir de la classe dominante avec le consentement et, au besoin, l'approbation de la classe dominée.**

Il existe bien, comme on dit, un « complot noir » ; mais il s'agit précisément d'un « complot », et non, comme en 1919-22, de ces expéditions punitives par lesquelles des bandes de fascistes en armes dispersaient les manifestations ouvrières, incendiaient les Bourses du Travail et les cercles ouvriers, brisaient les grèves, couraient défendre l'ordre public là où la police, les carabinieri et les gardes royaux n'y suffisaient pas. Les coups de revolver et les bombes font, c'est vrai, des victimes : de jeunes vies prolétariennes sont brutalement tronquées ; mais ils rappellent davantage les exercices de préparation militaire de patrouilles qui attendent un avenir, que l'arrogante contre-offensive de formations militaires sorties tout armées d'un énorme conflit entre les Etats et qui, dans le tourbillon des conflits de classe, se retrouvaient dans leur élément naturel. Les « faisceaux de combat » alignés, l'arme au poing, sur le front de la contre-révolution ouverte donnèrent naissance tardivement à un parti en quête de respectabilité constitutionnelle alors que le parti « noir » d'aujourd'hui, le MSI, est constitutionnellement respectable depuis de longues années, qui coïncident plus ou moins avec la naissance de la république italienne (une « république fondée sur le travail » comme le dit la Constitution) ; il n'a aucune intention de la renier, cette république, et il a de bonnes raisons pour désavouer les... capitaines sans armée qui prétendent en égratiner le dur épiderme.

Le fascisme comme fait **réel**, non comme miroir aux alouettes, pré suppose l'existence d'un mouvement ouvrier non seulement en pleine lutte, même s'il est mal dirigé, mais impatient de secouer les freins légalitaires et les entraves constitutionnelles, prêt aussi bien à entrer en grève à l'échelle générale, sans préavis ni limitations de durée, qu'à attaquer dans la rue les forces et les institutions de l'ordre bourgeois, et à défendre ses bastions politiques et syndicaux comme des positions de guerre dans une lutte impitoyable, sans quar-

ter. Le fascisme présuppose que l'Etat démocratique — qui est, comme disait Lénine, « la meilleure enveloppe du capitalisme », précisé ment à cause de sa capacité souveraine d'absorber les poussées subversives du sous-sol social en créant chez les exploités l'illusion débilante qu'il peut y avoir une conciliation harmonieuse entre les intérêts du travail et ceux du capital, et une voie pacifique d'émancipation de la classe ouvrière — le fascisme, donc, présuppose que l'Etat démocratique ne parvienne plus, provisoirement, à résister à l'assaut prolétarien par les moyens « ordinaires » du régime qui allient la « douceur » et la force, le gant de velours et la main de fer.

Ces conditions, qui étaient présentes de façon dramatique dans le premier après-guerre, sont **aujourd'hui** absentes. La « Confindustria » (confédération nationale du patronat italien) naquit en 1920 comme une machine de guerre ouverte contre les travailleurs et leurs organisations. Elle savait que, bien que dirigées par des réformistes, ces organisations contenaient cependant un potentiel explosif gigantesque. Aujourd'hui le président de la Confindustria ne perd pas une occasion de rendre hommage non seulement au « sens des responsabilités » dont font preuve les syndicats ouvriers, mais à leur rôle irremplaçable dans le bon fonctionnement de l'économie nationale ; et en retour les syndicats lui décernent tous les satisfecit que lui vaut de plein droit le « saut de qualité » accompli sous sa direction par l'organisation patronale qui accepte, développe, sollicite le « dialogue », mieux, la « cogestion » avec ses « partenaires » ouvriers. L'Etat démocratique italien du second après-guerre a assuré et continue d'assurer l'ordre avec un plein succès : quand ses forces ne suffisent pas, le ministre de l'intérieur invoque publiquement, et obtient, le concours des trois syndicats ; dès qu'il s'agit de faire face à un tant soit peu de **désordre** (une bagatelle, face au séisme prolongé des années 1919-22 et même 1926 en Italie, 1919 à 1933 en Allemagne), ce sont les représentants politiques des travailleurs, « communistes » en tête, qui sont les premiers consultés par le président du conseil.

Le seul point commun entre la situation actuelle et celle qui, historiquement, « engendra le fascisme », c'est la disponibilité de l'opportunisme — qui aujourd'hui n'est pas freiné comme alors par une violente pression de la « base » — à se mettre au service de l'ordre établi et de son instrument, l'Etat. Et cette comparaison des deux situations suffit pour dire qu'aujourd'hui la « menace fasciste », — comme réalité concrète et non comme slogan —, contre le statu quo traditionnel, parlementaire et béni par l'Eglise, n'existe pas.

Mais c'est ici précisément que la menace **inexistante** contre les fameuses institutions se change, grâce aux sermons quotidiens des partis de l' « éventail constitutionnel », en une menace directe **contre la classe ouvrière**, vue non pas dans sa terrible fragilité d'aujourd'hui, mais dans ses gigantesques potentialités de demain. Le fait est que **même** l'ordre et la paix sociale assurés par 50 ans de contre-révolution stalinienne se superposent à 60 années de travail contre-révolutionnaire mené par la social-démocratie **ne suffisent pas encore** à la classe dominante : malgré toute la concentration et toute la centralisation de son potentiel d'oppression et de répression, qui reflètent, de manière **encore plus accentuée**, la concentration et la centralisation de son pouvoir économique, la bourgeoisie est consciente en même temps de la faiblesse des bases sur lesquelles repose sa domination : faiblesse de la chaîne de montage qui s'arrête si un seul de ses maillons se bloque, faiblesse du réseau supra-étatique de rapports économiques et financiers qui saute si une seule maille se casse ou même simplement s'emmêle, faiblesse de l'appareil de la paix sociale dont le fonctionnement s'en-

raye si un « incident » affecte ses rouages délicats, faiblesse du ciel de l'harmonie entre les classes, qui se couvre brusquement au moindre sursaut de « minorités irresponsables ».

La violence des fils à papa milans, qui n'a suscité un tel écho que parce qu'elle a éclaté dans une atmosphère de tranquillité sourde et morne, acquiert ainsi une importance, et une fonction, qui n'est certes pas de mettre en danger des institutions vénérables et moins encore de noyer dans le sang une classe ouvrière qui, si elle se dressait pour arracher par la force ce que l'ordre bourgeois ne lui accordera jamais, serait réprimée sans que la bourgeoisie verse une seule petite larme, bien au contraire ; c'est la fonction de **battre le rappel**, dans un jeu non pas concerté mais **mécanique**, de toutes les forces intéressées à la conservation — si possible éternellement (mais ce ne sera justement pas possible !) — de « l'ordre de la propriété et du capital ». C'est là l'atout des fascistes, des **vrais**. Leurs soldats, à part quelques pauvres comparses, ne finiront jamais en prison : non seulement à cause de la complicité de l'Etat, dans toutes ses articulations, de la police à la magistrature, mais surtout à cause de la complicité de la société dont ils sont, en Italie, comme ailleurs, les fils prodiges. La véritable « réaction » aux crimes des fascistes, une réaction profonde et durable, elle n'est pas **contre eux**, mais contre ceux qui s'arrogent le droit et le devoir de venger de leur propre initiative les victimes des fascistes : eux, oui, vont en prison et n'en sortent pas.

Le hurlement que lance à pleins poumons la bourgeoisie, et auquel répond, en écho obéissant, celui de l'opportunisme, c'est : que l'Etat prenne des mesures ! que l'Etat renforce son appareil de rétablissement de l'ordre ! que l'Etat légifère contre ceux qui théorisent et, surtout, qui mettent en pratique la violence, qu'il « **isole et condamne** » (ce sont les propres termes du PCI) ceux qui n'ont pas encore appris à « tendre l'autre joue » à l'assassin !

Dans la morne réalité italienne, cette réaction — typique de la convergence **dans les faits** du fascisme et de l'antifascisme — a déjà rendu la virginité à une démocratie chrétienne plus que prostituée et à son protecteur Fanfani, en même temps qu'elle remettrait dans la bouche de ses « ennemis » la théorie des « extrêmes qui se touchent ». C'est ainsi que le « communiste » Berlinguer n'invite « les pouvoirs publics à garantir les institutions nées de la Résistance » contre la subversion fasciste, et à « **isoler politiquement et moralement (!!!) le MSI** » que pour ajouter aussitôt qu'il faut « **isoler et combattre** [même les termes sont identiques !] la tendance, encore présente dans les groupes extrémistes, aux affrontements physiques, aux représailles violentes, à l'aventurisme », tandis que le socialiste De Martino pécore lui aussi contre les « représailles » qui, « quelle que soit leur étiquette politique, **coïncident** avec le projet subversif de la droite ». Dans la morne réalité italienne, les violences fascistes de Milan ont suscité une hystérie anti... aventuriste identique à celle de 1969, au moment de l' « automne chaud », et il est facile de prévoir que le cri de « MSI hors-la-loi », repris par la majorité des groupes gauchistes, finira par se retourner contre eux, et en général contre tous ceux qui se révoltent contre l'ordre établi (cf. l'enquête ouverte par la magistrature pour « mettre au ban **Avanguardia Operaia** » et les mesures réclamées par le PSDI contre les soldats défilant en uniforme dans les manifestations).

Les lois votées par l'Allemagne de Weimar, comme par la France du Front Populaire, pour la défense de la constitution républicaine nous enseignent (mais qui a la patience de recueillir les enseignements de l'histoire ?) que toute législation prétendant « **antifasciste** » naît, se développe et s'applique **exclusivement** contre la classe

ouvrière. Cette législation repose sur le postulat que c'est la violence « en général » qui est à condamner et donc à mettre au ban de la société ; en réalité la classe dominante craint une **seule** violence « en particulier », celle de la classe dominée, et pour réprimer cette violence-là, il sera, dans tous les cas à la fois légitime et extrêmement facile pour elle d'utiliser le fer et le feu car il n'y a rien ni personne, dans le cadre du « système », dont les opprimés puissent attendre un secours.

Prétendre frapper une violence qui a pour but la conservation de l'ordre établi, en voulant confier cette tâche à l'appareil d'Etat, prétendre « résoudre » au parlement **au nom** de la classe laborieuse le problème d'une « vie sociale ordonnée », cela équivaut à **désarmer préventivement** les exploités devant la violence légale des exploités (et légalisée par les prétendus représentants des exploités). « Travailler à établir des convergences et des accords entre toutes les forces démocratiques et antifascistes », comme le veut le PCI instruit par les... événements de Milan, cela signifie, en dépit de toutes ses attaques contre la démocratie chrétienne, **reconstituer** (ou plutôt **renforcer**) le front de la concorde nationale avec les curés et les généraux pour consolider les bases du régime **mieux que ne pourrait le faire le fascisme**. Ce qui, pour la bourgeoisie, est la seule façon, non pas de le vaincre, mais de le rendre **inutile**.

S'il y a une menace qui dans l'immédiat, mais surtout dans l'avenir, pèse réellement sur la classe ouvrière, c'est cette convergence du fascisme et de l'antifascisme, de la bourgeoisie réactionnaire et de la bourgeoisie « éclairée », des réformistes bourgeois (« noirs » ou tricolores) et des opportunistes « ouvriers », dans une solidarité qui n'a besoin d'aucun traité d'alliance, pour renforcer encore davantage l'ordre établi.

Une fois de plus, la très grande majorité des groupes gauchistes est tombée dans le piège tendu par cette Sainte-Alliance secrète. Et ils ne pouvaient pas ne pas y tomber, eux qui ne critiquent le légalisme du PCI ou du PSI que pour se mettre à sa remorque quand ils demandent — à qui donc, s'il vous plaît, sinon à la loi et à l'Etat ? — la mise hors-la-loi des fascistes, quand ils condamnent d'une façon qui n'est même pas plus voilée l' « aventurisme » juvénile de ceux qui ne se contentent plus seulement des grandes phrases, enfin quand ils redorent le mythe trois fois maudit — car tout aussi interclassiste

que le plus vulgaire des « compromis historiques » — de la « nouvelle Résistance ».

Les couches les plus généreuses et les plus combattives de la classe ouvrière puissent-elles retrouver, également contre ces orientations stériles, la voie de la **lutte de classe ouverte** et de l'autonomie sans laquelle celle-ci n'est ni une lutte véritable, ni une expression de classe. Puissent-elles sentir l'urgence de se réapproprier les méthodes, les objectifs, les armes du mouvement **révolutionnaire de classe**, les seuls qui permettent de détruire les racines du fascisme (qui sont inséparables des racines de la société bourgeoise), parce qu'ils se situent résolument aux **antipodes du légalitarisme, du frontisme, de l'interclassisme démocratique et tricolore**. Puissent-elles lutter pour prolonger la **défense économique et politique** des conditions de vie et de travail des exploités sur un front uni de combat solidaire contre la bourgeoisie et l'opportunisme, en une **défense physique** de la classe contre la violence capitaliste, d'où qu'elle vienne. Il n'y a pas de solution de continuité entre ces deux types de défense, de même qu'il n'y a pas de solution de continuité entre la lutte pour le pain et pour l'emploi et la **rupture** de la « paix sociale » sur laquelle repose la prétendue harmonie de la « société du travail salarié », car l'une et l'autre exigent l'emploi de la **force** pour se défendre et pour préparer les **conditions** d'un retour à l'offensive. Seuls quelques **noyaux** peuvent reconnaître aujourd'hui la nécessité de cette autodéfense complexe et répondre à son appel : puissent-ils être du moins les **premiers** noyaux de la reprise de classe !

Poser en ces termes la question de la défense prolétarienne est une condition indispensable non seulement pour attaquer **demain**, mais même pour se défendre **aujourd'hui**. Refuser de le faire, c'est se condamner non seulement à ne pas venger, autrement qu'en paroles, les victimes du présent, mais à en préparer de nouvelles, et bien plus nombreuses, pour l'avenir. C'est pourquoi la question de la renaissance du Parti de classe, comme force agissante dotée d'une influence réelle, est indissolublement liée à celle de la sauvegarde des conditions **même minimales** de vie, de travail et surtout de **lutte**, du prolétariat. On nous dira que c'est une longue tâche, avare en résultats immédiats : nous répondons qu'il n'y a pas de recette qui permette de remonter rapidement la pente de la contre-révolution. Il s'agit seulement de **ne pas perdre de temps** avant de prendre le bon chemin.

PROGRAMME COMMUNISTE N° 66

Sommaire :

- **Encore sur crise et révolution.**
- « **Proletarian Dictatorship** » and « **Socialist Society** » in the New Chinese Constitution.
- **Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg : II. Guerres impérialistes et guerres nationales.**
- **Parliamentarism at the Second Congress of the Comintern.**
- **Inde : la « révolution verte » annonce la couleur.**
- **Note de lecture : Gramsci, Bordiga et... « Lotta Continua ».**

104 pages. Prix : 8 F. Commandes au « Prolétaire ».

ACABA DE SER PUBLICADO

o terceiro fascículo da série « Os textos do Partido Comunista Internacional » :

OS FUNDAMENTOS DO COMUNISMO REVOLUCIONÁRIO

O texto defende a concepção marxista do Partido e do Estado contra os desvios de matriz anarquista e espontaneista.

Preço : 5 F. Pedidos a LE PROLETAIRE.

Voici le sommaire du n° 10 (17 mai 1975) de

il programma comunista

- Asse U.S.A.-U.R.S.S.: A nemico che fugge, ponti d'oro... perché ritornì.
- Dateci il nostro stato di polizia « eccezionale » — domani si vedrà.
- La macchina infernale delle leggi, degli stanziamenti e dei voti.
- Un'altra riforma utile alla borghesia: quella delle forze armate.
- Il proletariato e la « resistenza » antifascista.
- Perù: miti e realtà del riformismo peruviano.
- Ancora su crisi e rivoluzione.
- Nel vortice della referendomania.
- Sul Partito Socialista del Lavoro svizzero.

Les Etats-Unis s'en vont

(suite de la page 1)

elle peut dire merci. Merci pour l'Asie du Sud-Est. Merci pour le Moyen-Orient, où Brejnev a versé la énième douche froide sur les ardeurs palestiniennes (pendant que Kossyguine modère Khadafi) et rouvert la porte à l'initiative diplomatique de Kissinger renforcé par Ford et béni au préalable par Sadate et Hussein. Merci pour les Caraïbes où Castro qui vient de découvrir que le conflit avec les Etats-Unis était le fruit de l'antipathie personnelle de Nixon (hommes de mauvaise volonté, écarter-vous donc!) propose l'ouverture de négociations à Washington. Merci, dans pas bien longtemps, quand, partie de Saïgon, la réaction en chaîne atteindra non seulement Vientiane mais Bangkok.

Ce n'est pas par hasard que nous avons rappelé de la Staline de 1944 (mais c'aurait pu être n'importe quel autre personnage des années de son heureux règne). C'est là, dans le stalinisme, qu'est la racine de la capitulation devant l'impérialisme mondial et son pilier, les U.S.A. C'est là aussi qu'est la clé pour comprendre par quel « mystère » la Russie et la Chine peuvent s'accuser réciproquement de révisionnisme et n'aspirent à rien d'autre (et

le recommander eux autres) qu'à de bons rapports et à une « collaboration a v a n t a g e u s e » avec l'empire à la bannière étoilée. Des intérêts matériels les séparent; leur nature commune les fait s'aligner sur le front de la coexistence pacifique avec l'Amérique, rempart de la « paix ».

Ce que les peuples « frères » peuvent en attendre n'est que trop clair. Certains observateurs s'étaient déclarés surpris (pour eux ce qui arrive est toujours surprenant) aussi bien de la froideur de la réaction de Moscou devant la chute de Saïgon que de la prudence des combattants qui n'avaient pas précipité les choses pour que les Américains puissent s'en aller. La vérité, c'est qu'on ne les a pas seulement laissé partir en toute tranquillité, mais qu'on prépare déjà le chemin pour leur retour.

C'est en s'appuyant sur les centrales du « socialisme dans un seul pays » que Washington peut se sentir à l'abri aussi bien les jours de tempête que les jours de calme plat. Que ceux qui s'obstinent à ne pas comprendre cela cessent de se remplir la bouche de phrases « anti-impérialistes »!

A Oran, un succès de l'union des travailleurs

Le 9 avril, les ouvriers (une centaine) de l'entreprise du secteur privé La CIJA, à Oran, spécialisée dans les ustensiles de cuisine, se sont mis en grève, à la suite du licenciement de délégués syndicaux responsables d'avoir demandé l'application de la législation en vigueur, et notamment l'attribution de primes et la rémunération de journées chômées.

Après trois semaines de grève, toutes les revendications ont été satisfaites: augmentations de 15 et 25 %, primes de salissure, de panier, de chaleur, de lait, de transport, paiement intégral des journées de grève, réintégration de quatre membres de la section syndicale.

Même l'UGTA, qui bien sûr était aidée par le fait qu'il s'agissait d'une entreprise privée et non d'Etat, mais à la solde du gouvernement et ayant pratiqué une épuration des éléments combattifs, n'a pas osé renier ce mouvement.

Mais leur succès, les travailleurs le doivent à leur détermination et à la solidarité qui s'est manifestée dans la lutte: par exemple le 23 avril, l'assemblée des travailleurs de l'ONACO a attribué du ravitaillement à chaque gréviste.

Telle est la voie qu'à grande échelle, la classe ouvrière doit prendre!

Solidarité de classe entre prolétaires français et immigrés

(Suite de la page 1)

ment) aux circulaires Fontanet-Marcellin. Non seulement elles n'ont rien fait pour attiser chez tous les prolétaires la haine contre l'Etat et pour organiser la riposte massive qui s'imposait contre l'ennemi commun, mais elles ont osé dénoncer comme « provocateurs » les sans-papier en lutte, en les iso'ant et en châtiant tout élan de solidarité envers eux.

Ces directions social-chauvines, qui sabotent aujourd'hui la lutte des travailleurs immigrés, de même qu'elles se sont faites hier — et continuent à se faire — les complices de l'oppression impérialiste de l'Etat français, sont les mêmes qui trahissent tous les jours les luttes de toutes les catégories de la classe ouvrière au nom de la paix sociale et de l'entente entre les classes. Elles ont renoncé à défendre les intérêts immédiats vitaux des travailleurs, de même qu'elles ont renoncé à lutter pour leur émancipation, et se montrent ainsi les véritables agents de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat.

PROLETAIRES! CAMARADES!

La défense efficace du prolétariat est inséparable du combat contre cette politique opportuniste dans les syndicats comme hors des syndicats, dans les quartiers et les usines, et pour les principes suivants, dictés par l'internationalisme prolétarien:

— SUPPRESSION DE TOUTE ENTRAVE A L'ENTREE ET A LA CIRCULATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET DE LEURS FAMILLES.

— EGALITE TOTALE DE DROITS SOCIAUX, SYNDICAUX, ET POLITIQUES ENTRE TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES.

— EGALITE DE CONDITIONS D'EMBAUCHE ET DE SALAIRE.

Dans l'immédiat, comme mesures urgentes de défense, s'insérant dans cette perspective générale, il est indispensable de lutter pour l'abrogation des circulaires anti-immigrés et pour la régularisation de tous les sans-papiers, ainsi que contre la répression et l'exploitation s'exerçant à travers le logement; il est également nécessaire d'appeler à la riposte de classe contre toute expulsion et contre toute attaque raciste et xénophobe.

La lutte unie sur un terrain de classe pour riposter aux attaques de la bourgeoisie est une condition indispensable pour forger la force qui sera demain capable d'en finir avec cette société d'exploitation et d'oppression.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

(Tract diffusé par nos militants pour appeler à la réunion publique du 23 mai à Paris.)

LCR et OCI

De l'offensive à la démobilisation

A en croire les trotskistes, nous sommes en pleine révolution prolétarienne internationale. Pas seulement en Indochine, où ils attendent du PC (massacreurs de trotskistes!) qu'il fasse le socialisme; pas seulement « au Portugal, (où) la révolution [laquelle?] est en marche », d'après le tract du 1^{er} Mai de la LCR, alors que pour l'OCI « la révolution prolétarienne (y) a commencé » depuis longtemps. Non, même ici en France « les travailleurs sont prêts » et « le mouvement jeune est là, mobilisé », déclare l'affiche du 1^{er} Mai de la LCR, dont le tract précise que « ce n'est pas la combativité qui manque, ni la volonté des travailleurs de passer à l'offensive ». L'OCI de son côté affirme que « les masses veulent... », que « les masses exigent... » (tract pour les meetings du 27 Avril) et que, bien mieux, « les masses exploitées sont déjà en mouvement, même si rien de spectaculaire n'affleure encore à la surface [...] », car « l'OCI a dégagé lors du XIX^e Congrès le mouvement qui mène de la crise politique de la bourgeoisie à l'affrontement révolutionnaire. Toutes les prémisses sont déjà réunies. Il n'y aura d'inattendu que le jour et l'heure ». (Inf. Ouv. n° 700).

Et pourquoi donc, se demandera-t-on, pourquoi donc cette « offensive » reste-t-elle passive, et pourquoi ce « mouvement des masses » reste-t-il immobile? C'est, nous dit la LCR, parce qu'il n'y a « aucun débouché politique aux luttes », (Rouge n° 296) absence de débouché qui serait due à une contradiction dans la ligne du PCF, du fait que: « 1) sa stratégie reste fondamentalement réformiste et électoraliste... »

2) son actuel cours sectaire fait reculer la crédibilité même de l'Union de la gauche comme solution politique. »

Autrement dit, si le PCF « se montre incapable [sic!] de donner aux luttes la moindre perspective, le moindre débouché politique », c'est d'abord parce qu'il est réformiste, et ensuite parce qu'il est « sectaire », c'est-à-dire pas assez réformiste! S'il était moins « sectaire », il s'unirait pour de bon au PS, et du coup les luttes auraient un débouché politique. Et quel débouché!

Il faut « que les travailleurs entrent massivement en lutte contre le gouvernement Giscard et s'en débarassent » dit Rouge n° 296, et le tract de l'OCI clame: « Pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse! »

Hélas, hélas, même cette perspective-là « il ne suffit pas de l'expliquer, en faisant comme si les révolutionnaires pouvaient l'assumer avec leurs seules forces et un peu de bonne volonté. Chacun sent à quel point l'attitude des directions du PC, du PS et des syndicats conditionne le déclenchement et le développement des luttes ». (Rouge n° 296). Mais qu'est-ce qu'elles font, ces directions? Heureusement, les trotskistes sont là. Devant « l'incapacité des directions réformistes de la classe (!) à opposer [au gouvernement] une alternative » (Rouge n° 296), ils prennent la relève et réclament ce qu'ils osent appeler « l'unité ouvrière », celle du PC et du PS. Ils sont là pour exiger « un gouvernement du PCF et du PS sans ministres bourgeois (sic!) » (Inf. Ouv. n° 700); pour obliger le PCF à abandonner son « cours sectaire » (LCR); pour rappeler aux « dirigeants du PS et du PCF [qu'ils] ne peuvent se dérober » (tract OCI); bref, pour « contraindre les organisations qui ont la confiance de la grande majorité des travailleurs à prendre leurs responsabilités, à postuler le pouvoir et fixer ainsi la seule perspective réellement mobilisatrice pour la classe ouvrière », comme ne craint pas de le dire le tract du 1^{er} Mai de la LCR.

Voilà comment, partant de phrases creuses sur « l'offensive révolutionnaire », on nous ramène gentiment au « possibilisme » et au réformisme les plus plats! Que voulez-vous, les ouvriers font confiance au PCF, alors... Alors les trotskistes en rajoutent! Certains d'entre eux croient peut-être vraiment que « le mouvement qui emportera le gouvernement Giscard-Chirac, c'est le mouvement même par lequel le prolétariat et la jeunesse (!) vont chercher à en finir avec tous les gouvernements du capital » (Inf. Ouv. n° 700). Ils se trompent, et ils trompent les ouvriers. Ils les trompent sur la

nature et la fonction de l'opportunisme, aujourd'hui représenté avant tout par le PCF.

La politique du PCF n'est pas due à une « erreur » ou à une « incapacité », elle est au contraire tout à fait capable et efficiente, mais au service de la bourgeoisie. Comme le dit Rouge, le PCF « introduit la politique à l'usine » mais sa politique de collaboration de classe! Si on affirme avec Lénine que l'opportunisme est l'agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat, on voit qu'il est criminel de faire croire aux prolétaires qu'ils pourraient le « contraindre » à servir leurs intérêts de classe, leurs objectifs immédiats ou leur émancipation révolutionnaire. Il faut au contraire dénoncer le rôle qu'il joue aujourd'hui et celui, bien plus brutal, qu'il jouera demain face à une véritable offensive prolétarienne.

Les trotskistes nous disent en pleine offensive révolutionnaire. Mais en fait, contrairement à leurs affirmations stupides, aucune de ses prémisses n'est aujourd'hui réalisée. En désespoir de cause, ils en appellent donc à l'influence et à la mobilisation de... l'opportunisme contre-révolutionnaire! Quelle que soit la violence verbale dont ils enrobent leur perspective (qu'il faudrait admettre sans critique sous peine d'être taxés de « défaitistes »), elle est réellement démobilisatrice. Elle l'est au niveau des luttes immédiates qu'elle entrave, puisqu'elle les fait déboucher sur l'union avec ceux-mêmes qui les soumettent à l'intérêt de la bourgeoisie. Elle l'est au niveau de la préparation des luttes futures, puisqu'au lieu de préparer les ouvriers à affronter les Noske et Scheidemann de demain, elle fait croire qu'on pourrait obliger ces traîtres à servir la révolution.

Le renforcement des luttes de défense immédiates, comme la préparation de l'offensive révolutionnaire future, ne peuvent se faire qu'en dénonçant et combattant cette perspective, qui paralyse le prolétariat. On ne peut lutter contre la bourgeoisie et son Etat sans lutter contre ses agents au sein du prolétariat. On ne peut lutter contre l'opportunisme sans lutter contre ceux qui se font ses complices!

PERMANENCES DU PARTI

EN BELGIQUE

● A Bruxelles: les dimanches 8 juin et 6 juillet, du 10 h à 12 h, 20, rue des Commerçants, 1000, Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens: les dimanches 8 et 22 juin, de 10 h à 12 h, au café « A l'habitude » (tour Perret).

● A Marseille: les samedis 14 et 28 juin de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne d'Orves (4^e étage).

● A Mulhouse: le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, librairie Klapperstel 68, 4, rue Gutenberg.

● A Paris: 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 20 h à 22 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Strasbourg: le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse: le samedi de 16 h à 18 h, café « Le Béarn », place La-fourcade (St-Michel).

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à:

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

Pour un anti-impérialisme conséquent !

Voici l'essentiel de la réponse à une lettre circulaire de la LUAR (Liga de Uniao e Acao revolucionaria), invitant à participer à un meeting internationaliste et anti-impérialiste à Lisbonne le 31 mai :

La première condition pour lutter sérieusement contre l'impérialisme est de reconnaître que, si celui-ci et les forces qui s'y agrippent pour survivre « préparent une offensive contre le mouvement ouvrier portugais », ce n'est pas sous la menace d'une « avance impétueuse du prolétariat international », mais au contraire parce que toute possibilité d'avancée prolétarienne a été au moment voulu empêchée et emprisonnée par la Sainte Alliance entre la bourgeoisie internationale et l'opportunisme social-démocrate et stalinien, qui l'a noyée dans le magma informe des fronts populaires et nationaux et de la démocratie progressiste.

Seule la rupture de ce front peut libérer les uniques forces capables de barrer pour toujours le chemin à l'impérialisme

en Europe et dans le monde, celles du prolétariat des forteresses impérialistes; seule la reprise de la lutte de classe ouverte et indépendante peut en marquer la fin.

Avec des intentions qui sont peut-être subjectivement louables, vous agissez dans la ligne de la tradition interclassiste, « ouvrière et populaire », du frontisme; c'est sous cette enseigne que le meeting projeté par vous fin mai se déroulera et ne peut pas ne pas se dérouler.

C'est pourquoi nous déclinons votre invitation — à moins que vous ne considériez comme une participation à votre manifestation cette lettre franche et sans équivoque qui appelle les prolétaires et les militants sincères à retrouver la voie unique et définitive de l'Octobre Rouge.

PUBLICATIONS EN PORTUGAIS

— Teses caracteristicas do partido: bases de adesão (3 F).

— Lições das contra-revoluções (3 F).

— Os fundamentos do comunismo revolucionario

Commandes au « Prolétaire ».

Lecteurs, sympathisants soutenez la presse du Parti, Souscrivez!

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP